



**HAL**  
open science

## Egypte ; Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

| Roman Stadnicki. Egypte ; Yémen. Images Economiques du Monde, 2017. halshs-01916739

**HAL Id: halshs-01916739**

**<https://shs.hal.science/halshs-01916739>**

Submitted on 2 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## YEMEN

### **Enlèvement**

Le mois de mars 2016 marque le premier anniversaire de la guerre au Yémen. Un an plus tôt, en effet, l'Arabie Saoudite prenait la tête d'une coalition de dix puissances régionales pour lancer l'opération « tempête décisive » visant à contrer la progression des « rebelles » Houthis. Issus de la communauté chiite zaydite implantée dans le nord du pays, ces derniers étaient parvenus à prendre la capitale, Sanaa, en février 2015, contraignant le président Hadi à un exil de plusieurs mois. Le bilan humain est de 6000 morts, dont la moitié de civils, 30 000 blessés et 3 millions de déplacés. Selon l'ONU, 80 % de la population nécessiteraient une aide humanitaire urgente, qui ne peut aboutir en raison des différents blocus dont le pays fait l'objet, comme à Taez, troisième ville du pays. Des ONG font état de nombreuses bavures de la coalition saoudienne sur des écoles, des centres de santé, des camps de réfugiés et des fêtes de mariage, révélant les ratés de l'opération dans un conflit pourtant asymétrique, l'Arabie Saoudite étant militairement soutenue par les grandes puissances occidentales. Les échecs sont également politiques, l'opération n'ayant pas contribué à restaurer la légitimité du président Hadi, bien au contraire, ce dernier apparaissant aujourd'hui dépourvu de tout relais institutionnel et militaire local. Concentrée sur Aden, reprise par la coalition en juillet 2015, l'opération militaire a par ailleurs encore plus fragilisé l'unité du Yémen en permettant au mouvement « sudiste », également opposé aux Houthis, de prendre directement le contrôle du territoire. Enfin, profitant de ce chaos, les groupes jihadistes affiliés à l'Organisation de l'État Islamique (25 attentas revendiqués en un an) ou à Al-Qaïda se déploient dans les provinces orientales du pays à la faveur d'alliances nouées au niveau local avec des tribus.

### **Echec des négociations**

Un enlèvement du conflit est à craindre au regard de l'incapacité des pourparlers à aboutir malgré l'organisation de négociations de paix en juin et décembre 2015 à Genève, au cours desquelles les cessez-le-feu n'ont pas été respectés. En avril 2016, au Koweït, l'ONU est parvenue à faire asseoir les représentants du pouvoir saoudien et les rebelles Houthis à la table des négociations ; une première, les Saoudiens contestant jusqu'alors la légitimité politique des Houthis et leur collusion avec l'Iran qui paraît cependant se tenir en retrait. Outre l'échange de quelques prisonniers et la sécurisation relative de la frontière, ces négociations n'ont pu aboutir. Le gouvernement yéménite y a suspendu sa participation suite à la prise d'une base militaire par la rébellion le 1<sup>er</sup> mai 2016. Mais le blocage vient également de Saleh, l'ancien président yéménite resté plus de 30 ans au pouvoir avant qu'un soulèvement de la jeunesse vienne l'en chasser en 2011. Naviguant entre les camps – du côté des Saoudiens pendant la guerre de Saada qui l'opposa aux Houthis entre 2004 et 2010 puis du côté des Houthis depuis 2012 pour se venger des Saoudiens qu'il accuse d'être responsables de sa chute –, Saleh, sa fortune personnelle et ses réseaux clientélistes demeureront un acteur clé de l'évolution du conflit.

## EGYPTE

### **Restauration ?**

Plus de cinq ans après la révolution de 2011, l'Égypte renoue avec certaines pratiques autoritaires propres au régime déchu de Moubarak. Aux côtés des quelques 20 000 Frères musulmans, déclarés « organisation terroriste » en 2013 à la suite du coup d'État militaire qui les chassa du pouvoir, d'autres opposants politiques ont été emprisonnés : c'est le cas de membres du « Mouvement du 6 avril », qui a joué un rôle important dans les mobilisations du 25 janvier 2011. Censés représenter une « menace » pour la « stabilité » du régime du maréchal Sissi, des militants des droits de

l'homme, des journalistes et des chercheurs sont directement inquiétés par la Sécurité nationale égyptienne. Il y aurait 40 000 prisonniers politiques d'après l'ONG Human Rights Watch, en dépit des quelques grâces accordées par Sissi lors d'une visite à l'ONU en septembre 2015. En janvier 2016, la mort par tortures de l'étudiant italien Giulio Regeni dans des circonstances floues jette une lumière sombre sur le problème des disparitions, estimées à près de 800 par Human Rights Watch. La forte répression actuelle s'accompagne de transformations radicales des espaces urbains afin d'éviter au maximum que des manifestations populaires comme celles qu'a connu le pays en 2011 et 2013 ne se reproduisent. Après l'éviction des vendeurs de rue et la fermeture de plusieurs dizaines de cafés en 2015, le gouverneur du Caire a émis un décret bannissant le stationnement dans les rues adjacentes à la place Tahrir, épice de la révolution.

### **Projets pharaoniques**

Dans le cadre de sa politique de redressement économique, confortée par plusieurs visites de chefs d'État en 2016, dont celle de François Hollande accompagné d'une trentaine de dirigeants d'entreprises, le président Sissi a inauguré un certain nombre de très grands projets d'infrastructures. En août 2015 – un an seulement après le début des travaux – une nouvelle portion de 35 kilomètres du canal de Suez est créée permettant la circulation des cargos à double sens entre la mer Rouge et la Méditerranée. En mai 2015, le Conseil suprême des antiquités approuve la construction d'une réplique grandeur nature du Phare d'Alexandrie. Des projets d'architecture contemporaine, mettant à l'honneur la civilisation égyptienne (Grand musée égyptien sur le plateau de Gizeh) et visant simultanément à inscrire le pays dans la modernité et la compétitivité internationale (tour futuriste Zayed Crystal Park au Caire) ont par ailleurs été annoncés. Dans la continuité de la politique des villes nouvelles lancée en Égypte dans les années 1970, Sissi présente lors de la conférence économique de Sharm el Sheikh en mars 2015 un projet de nouvelle capitale *ex nihilo*, à une centaine de kilomètres à l'ouest du Caire, pour un montant estimé à 45 milliards de dollars. Ces méga-projets s'appuient principalement sur l'aide apportée par les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Koweït), qui s'élève à 20 milliards de dollars. Ils s'adressent avant tout aux investisseurs internationaux et aux touristes, dont la fréquentation en Égypte est en baisse depuis 2011. Ils concernent nettement moins les 40% de la population nationale sous le seuil de pauvreté, qui vivent de l'économie informelle et subissent l'inflation (10% environ). Seuls les revenus apportés par les égyptiens de l'étranger, qui constituent désormais la première rente du pays, apportent une relative stabilité à l'économie égyptienne.